

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration. Politique de l'immigration, tests ADN [3 octobre 2007] (p. 2565)

Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [13 novembre 2007] (p. 4018)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [20 novembre 2007] (p. 4357)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [19 décembre 2007] (p. 5432)

Politique économique. Débat au Parlement [22 janvier 2008] (p. 388)

Politique économique. Croissance. [26 mars 2008] (p. 962)

Politique économique. Réforme. Financement [30 avril 2008] (p. 1821)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle les principes qui devaient fonder la réforme de la carte judiciaire et demande que les députés de l'opposition puissent obtenir les mêmes ajustements que ceux de la majorité [15 novembre 2007] (p. 4190)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Son intervention (p. 1577)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 1578)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1578)

Emploi : chômage (p. 1579)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1580)

Enseignement supérieur : universités (p. 1579)

Entreprises : charges (p. 1580)

Etat : Premier ministre (p. 1578)

Finances publiques : dette publique (p. 1579)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1580)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1580)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 1579, 1580)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1581)

Politique économique : croissance (p. 1579)

Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 1577 et s.)

Politique générale : institutions (p. 1577 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 1578)

Président de la République : domaine réservé (p. 1577)

Président de la République : prérogatives (p. 1577)

Presse et livres : pluralisme (p. 1578)

Sécurité sociale : déficit (p. 1579 et s.)

Travail : contrats de travail (p. 1579)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1580)

TVA (p. 1580)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4190)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [29 novembre 2007] (p. 4870)

Ses explications de vote (p. 4871)

Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4872)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1014)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 1015 et s.)

Entreprises : création (p. 1015 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1015)

Finances publiques : dette publique (p. 1015)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1015)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TÉPA) (p. 1015)

Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 1015)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1015)

Parlement : rôle (p. 1015)

Politique économique : croissance (p. 1015)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1015)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1015)

Président de la République (p. 1014 et s.)

Travail : chèque-transport (p. 1015)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1015)

TVA (p. 1015)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]

[8 avril 2008] (p. 1375)

Son intervention (p. 1375)

Le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche vote la censure (p. 1378)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4425)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4433 et s.)